

**MAROC : FICHE PAYS – MAI 2026**



Catégorie OCDE (2026) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BBB- / Ba1 / BB+

Change : Dirham Marocain (MAD) / Régime de change ancré (40 % USD / 60 % EUR)

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

**FORCES**

- Bonnes relations commerciales avec les pays africains
- Diversification des exportations
- Forte attractivité pour les investissements étrangers
- Solidité du système bancaire

**FAIBLESSES**

- Economie dépendante du secteur agricole
- Risque social élevé (chômage et fortes disparités régionales)
- Faible productivité de la main d'œuvre

**SYNTHÈSE :**

Évolution des risques : stable

**Environnement macroéconomique et financier :**

- Vulnérabilité de la croissance : Les perspectives de croissance sont positivement orientées pour 2026, sous fond de fort rebond du secteur agricole mais les répercussions de la guerre en Iran (facture énergétique et inflation, impact ambigu pour le secteur du phosphate) constituent un point de vigilance. L'investissement jouera un rôle clé à court et à moyen terme, avec plusieurs projets dans les infrastructures (préparation coupe du monde FIFA 2030, barrages, transports). Une intégration accrue dans les chaînes de valeur mondiales et le renforcement de l'attractivité devraient stimuler les investissements directs étrangers et contribuer à la croissance de plusieurs secteurs stratégiques (automobile, aérospatial, électronique, énergies renouvelables, tourisme, tech).
- Vulnérabilité des comptes publics : La hausse des recettes offre des marges budgétaires pour poursuivre la politique d'investissement public, tout en réduisant le déficit (-3,5 % du PIB en 2025). Les efforts de consolidation budgétaire permettraient de stabiliser l'endettement public (près de 65 % du PIB). Le niveau de risque souverain reste modéré à ce stade.
- Vulnérabilité extérieure : Malgré des exportations solides (phosphate, automobile, tourisme), mais dépendantes de l'évolution de la demande européenne, la hausse des importations de biens d'équipement conduit au creusement du déficit courant (-2,1 % du PIB en 2025). Ce dernier est principalement couvert par des flux d'investissements stables et les réserves de change augmentent. La Banque centrale devrait entamer une nouvelle étape de flexibilisation du régime de change à partir de 2027.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur bancaire se montre résilient et les banques renforcent leurs ratios de solvabilité.

**Environnement politique et gouvernance :**

- Stabilité socio-politique : Les autorités multiplient les mesures pour faire face à un risque social non négligeable en raison d'un chômage élevé (13 %) et d'inégalités fortes. L'état de la gouvernance reste de faible qualité selon la Banque Mondiale. Par ailleurs, les relations avec l'Union Européenne se renforcent mais restent dégradées avec l'Algérie.
- Climat des affaires : Au-delà du développement de ses zones économiques spéciales, le Maroc opère une constante amélioration de son climat des affaires (Nouvelle Chartes des Investissements en 2023), afin notamment de renforcer le poids du secteur privé.

**Environnement et politique du climat :**

- Vulnérabilité climatique : Le Maroc présente des vulnérabilités face au changement climatique (stress hydrique, hausse des températures). Le pays produit plus de 25 % de son électricité via des ENR (solaire, éolien), où les investissements vont s'intensifier. Un Plan National sur l'Eau (11,5 Mds USD d'ici 2028) a été lancé pour répondre aux défis climatiques et énergétiques.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Espagne	21,8%	1 E.A.U	21,8%
2 France	20,1%	2 Chine	20,1%
3 Italie	4,7%	3 France	4,7%
4 Inde	4,3%	4 Etats-Unis	4,3%
5 Allemagne	3,8%	5 Türkiye	3,8%

**Principaux produits échangés**

Part des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Voitures	18,8%	Combustibles	14,9%
Équipement élect.	17,9%	Voitures	9,9%
Engrais	13,9%	Équipement élect.	9,9%
Fruits, légumes	8,9%	Équipements méca.	9,8%
Vêtements	8,5%	Matières plastiques	4,3%

Source : ITC

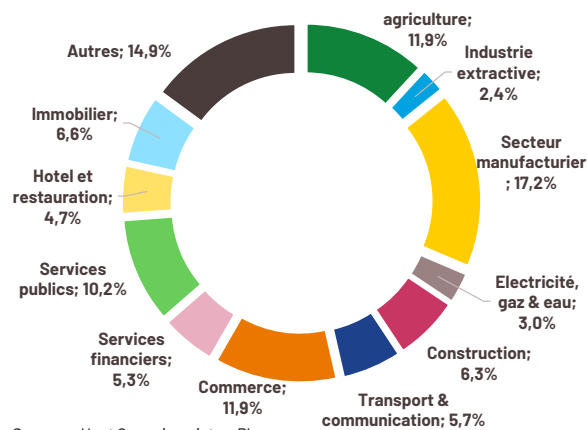


## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MAROC	2022	2023	2024	2025 (e)	2026 (p)	2027 (p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)*	131	146	161	183	194	213
<i>Rang PIB mondial</i>	62	62	61	60	59	59
Population (Mns)*	36,7	37,0	37,4	37,7	38,1	38,4
<i>Rang Population mondiale</i>	40	39	41	41	40	40
PIB / habitant (USD)*	3 579	3 945	4 298	4 842	5 107	5 545
Croissance PIB (%)*	1,8	3,7	3,8	4,6	4,2	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)*	6,6	6,1	0,9	0,7	2,4	1,9
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	73,4	74,8	82,9	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique (% PIB)	71,4	68,7	67,7	67,1	65,8	64,9
Solde public (% PIB)	-5,4	-4,4	-3,9	-3,5	-3,5	-3,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	7,5	7,5	8,2	8,7	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	-3,5%	-1,0%	-1,2%	-2,1%	-3,1%	-2,9%
IDE (% du PIB)***	1,3%	-0,1%	0,6%	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	5,9	6,8	4,8	5,6	5,3	5,2
Dette extérieure totale (% PIB)	47%	50%	43%	45%	45%	44%
Dette extérieure CT (% PIB)*	7,8%	8,0%	NA	NA	NA	NA
Taux de change**	10,5	9,9	10,0	9,1	NA	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés**	15,6	15,5	16,2	16,4	NA	NA
Taux de NPL**	8,4	8,5	8,4	8,8	NA	NA
ROE**	6,9	8,0	9,5	NA	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	187	192	189	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>	97	100	101	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	54	54	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	3	2	9	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (04/2026), \*Banque Mondiale, \*\*Bank Al Maghrib, \*\*\*Oxford Economics a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Maroc : part des secteurs dans le PIB (2024)

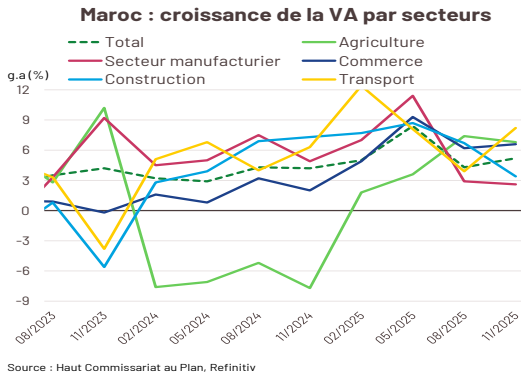




# 1. SITUATION ECONOMIQUE

## • Rebond de l'activité en 2025

Après plusieurs années de sécheresse, des conditions de pluie plus favorables en 2025 (néanmoins de 20 % inférieures à la moyenne des années 2010) ont conduit à un rebond notable et plus fort qu'attendu du secteur agricole<sup>1</sup> (+4,9 % en m.a). Dans un tel contexte, la croissance du PIB at atteint +4,6 % en 2025 (+0,7 pp par rapport aux prévisions initiales).



Source : Haut Commissariat au Plan, Refinitiv

Après un départ soutenu au S1, des signaux de ralentissement ont été observés en fin d'année dans les secteurs manufacturier (chimie, textile) et de la construction, perturbée par les inondations. Les activités de service ont bénéficié d'une consommation privée dynamique, portée par le reflux de l'inflation (+0,7 % en moyenne sur l'année), la hausse des créations d'emploi (+193 000 après +82 000 en 2024) et des flux d'envois de fonds des expatriés (+2,6 % sur un an, 7,3 % du PIB). Par ailleurs, le secteur du tourisme a été dynamique, avec un record de voyageurs (+14 % sur un an).

## • Incertitudes liées à la guerre en Iran

Pour 2026, les instituts de prévisions tablent sur une croissance du PIB comprise entre +4 % et +5 %. Les prévisions les plus récentes se situent plutôt en milieu-bas de fourchette, car elles intègrent les répercussions de la guerre en Iran : choc global sur les prix de l'énergie (dont le Maroc est importateur net<sup>2</sup>) et révision à la baisse des prévisions de croissance (surtout en Union Européenne - UE<sup>3</sup>, principal débouché à l'export, notamment pour les secteurs de l'agroalimentaire, l'automobile et l'électronique).

Dans un contexte de tensions sur les prix du pétrole<sup>4</sup>, le Maroc enregistrerait un rebond de l'inflation (+2,4 % en m.a selon la Banque Mondiale, sous l'hypothèse d'une réouverture du Détroit au début de l'été. Cela conduira

<sup>1</sup> 11 % du PIB, 33 % de l'emploi formel et jusqu'à 50 % de l'emploi informel selon les estimations.

<sup>2</sup> Si le Maroc n'importe que 20 % de ses combustibles depuis la région du Golfe, il est néanmoins sensible à la hausse des prix, avec un déficit commercial énergétique de près de -7 % du PIB en 2024.

<sup>3</sup> 60 % des débouchés à l'export, 87 % des envois de fonds des expatriés, 59 % des flux touristiques et 55 % du stock d'IDE.

<sup>4</sup> Début mai, *forwards* sur le prix du baril de Brent affichent un prix moyen de près de 91 USD d'ici la fin de l'année contre 69 USD en 2025.

<sup>5</sup> Pic de +17,6 % en g.a au T1 2023, post crise énergétique de 2022.

probablement à la fin du cycle d'assouplissement monétaire de la Banque Al Maghrib (BAM, -150 pdb entre 06/2024 et 03/2025). La trajectoire des prix alimentaires constituera un point d'attention<sup>5</sup>, d'autant plus que la production locale d'engrais dépendra en partie de la capacité du Maroc à s'approvisionner en soufre et en ammoniac<sup>6</sup>. La dépendance aux approvisionnements d'aluminium (44 % en provenance du Golfe) pourrait également affecter les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de la construction.

## • Croissance soutenue en 2026

Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) vise une croissance du secteur agricole de +10,4 % en 2026, en lien avec la hausse des précipitations<sup>7</sup>. Ce fort rebond irait de pair avec une dynamique positive des revenus et de l'emploi agricoles et soutiendrait ainsi la consommation privée. Après avoir progressé de près de +16 % en 2025, l'investissement ralentirait en 2026 tout en restant très soutenu (près de +8 % selon le HCP), grâce à la poursuite de projets d'infrastructures (Coupe du Monde FIFA 2030, énergie, logements, transport), ce qui stimulera notamment le secteur de la construction. . Post mouvements sociaux de fin 2025, le gouvernement s'est par ailleurs engagé à renforcer l'investissement dans la santé et l'éducation.

Au-delà des incertitudes sur le déblocage durable du Détroit d'Ormuz, qui conditionne l'approvisionnement de certains intrants (cf. *supra*), le secteur du phosphate devrait bénéficier de prix plus élevés et d'une hausse de la production (post investissements dans le complexe industriel de Mzinda). L'Office Chérifien du Phosphate (OCP) se positionne également comme un acteur pouvant capter des parts de marché à l'export avec le recul des exportations des pays du Golfe.

## • Un secteur bancaire résilient

Le secteur bancaire est fortement concentré : les deux tiers des actifs sont détenus par les trois principales banques du pays<sup>8</sup>. Les prêts non performants se stabilisent à un niveau relativement élevé (8,4 % de l'encours total des prêts en 2025) mais les banques ont renforcé leurs fonds propres. Elles semblent bien provisionnées et affichent de solides ratios de solvabilité (Core Tier 1 à 11,6 % à fin 2024 contre un minimum requis de 8 %). En outre, le secteur entreprend depuis plusieurs années une expansion à l'international<sup>9</sup>.

## • Perspectives à moyen terme

La croissance du PIB marocain s'établirait à +4,3 % par an en moyenne d'ici 2031, selon le FMI (contre +3,5 %

<sup>6</sup> 46 % des importations proviennent de la région du Golfe, le soufre et l'ammoniac étant des éléments importants pour la production d'engrais phosphatés, dont dépend le secteur agricole. L'épandage d'engrais se fait principalement entre octobre et décembre au Maroc mais pour certaines cultures de légumes et de fruits, il a lieu en milieu d'année.

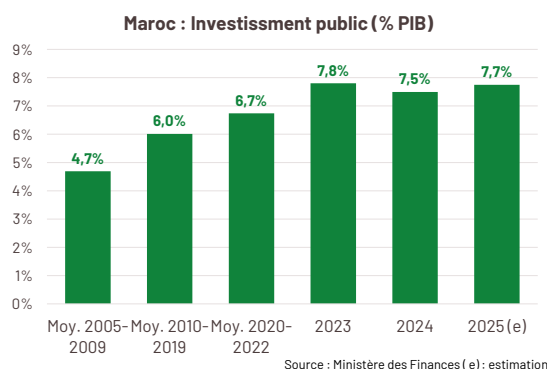
<sup>7</sup> Le taux de remplissage des barrages d'eau atteint 74 % début avril, près du double de 2025 à la même date.

<sup>8</sup> Attijariwafa Bank, BCP et BMCE Bank of Africa.

<sup>9</sup> 15 % de l'encours de crédit sur des contreparties non-résidentes, surtout en Afrique subsaharienne, soit un canal de risque.



en moyenne durant les années 2010). A cet horizon, l'investissement resterait un pilier important de la croissance de l'activité, où la composante publique (près des 2/3 de l'investissement total ces dernières années) porte d'importants projets d'infrastructures (barrages, ports, transports). L'objectif est désormais de doubler le poids de l'investissement privé et de le passer à 60 % PIB d'ici 2035, en mettant notamment l'accent sur l'industrie<sup>10</sup>. Pour y parvenir, le Maroc s'est doté d'une nouvelle charte des investissements<sup>11</sup>, opérationnelle depuis mars 2023, et s'appuie également sur le Fonds d'investissement Mohammed VI<sup>12</sup>.



En 2025, les flux entrants d'investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté de +17,7 % sur un an (en valeur). Depuis plus d'une décennie, le Royaume déploie une stratégie de renforcement de son attractivité<sup>13</sup>, ce qui se concrétise par la montée en gamme de plusieurs secteurs (automobile, aérospatiale, électronique) dans les zones franches, comme celle de Tanger Med. Selon l'OCDE, ces secteurs, ainsi que celui des énergies renouvelables (solaire et hydrogène vert) seraient les principaux secteurs bénéficiaires d'IDE à moyen terme. Le Maroc bénéficierait par ailleurs de la réorganisation des chaînes de valeur mondiale (CVM), ce qui se concrétise par une accélération des IDE, dont la provenance se diversifie hors UE (pays du Golfe, Chine).

En revanche, les faiblesses structurelles, telles que la faiblesse du taux d'emploi (37,8 % en 2025 au niveau de l'économie formelle), un taux de chômage élevé (13 %), le poids de l'économie informelle (estimé à 30 % du PIB selon la BAM), ou encore de fortes inégalités régionales<sup>14</sup> pèsent sur la productivité et les revenus de la population, ce qui limiterait l'expansion de la consommation privée. Pour tenter de répondre à ce défi majeur plusieurs programmes ont été lancés, dont « Awrach 2 »<sup>15</sup>.

<sup>10</sup> Possibilité de bénéficier d'une subvention allant jusqu'à 30 % des montants investis si les projets éligibles créent 50 à 150 emplois permanents et si l'investissement est supérieur à 50 Mls MAD.

<sup>11</sup> Elle renforce le principe de non-discrimination, le libre rapatriement des capitaux et bénéfiques, l'inclusion de clauses d'arbitrage.

<sup>12</sup> Ce fonds offre des solutions de financement en fonds propres aux secteurs de l'industrie, de l'innovation, de l'agriculture, du tourisme.

<sup>13</sup> Le pays se classe 2<sup>e</sup> en Afrique pour le nouvel indicateur de climat des affaires de la Banque Mondiale (Business Ready, encore incomplet en 2025), avec un score supérieur à la moyenne mondiale.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

Depuis 2023, des réformes fiscales sont mises en œuvre pour redresser des comptes publics affectés par les crises sanitaire et énergétique entre 2020 et 2022. Dans ce cadre, la base fiscale a été élargie : campagne d'amnistie fiscale<sup>16</sup>, champ d'application de la TVA étendue puis unification, rationalisation des régimes d'imposition des sociétés (IS) et renforcement des contrôles. A terme, l'objectif est de redresser le niveau relativement faible des recettes fiscales (près de 20 % du PIB au Maroc, contre environ 25 % en Tunisie et près de 35 % en moyenne dans les pays de l'OCDE).

Des recettes plus élevées qu'attendu en 2025 ont offert des marges pour augmenter les investissements, tout en réduisant le déficit public (près de -3,5 % du PIB). En 2026, les dépenses (masse salariale, sécurité sociale) devraient accélérer selon les prévisions du Budget, et la cible de déficit du gouvernement (-3,2 % du PIB) pourrait finalement être dépassée, en raison de l'impact encore incertain de la guerre en Iran (cf. Partie 1<sup>17</sup>). Si les dépenses d'intérêts ont augmenté ces dernières années, elles devraient désormais se réduire à moyen terme<sup>18</sup> et ne présentent pas de risque particulier sur la trajectoire de réduction de déficit public.

Une réduction graduelle du déficit public à moyen terme permettrait de stabiliser la dette publique à 65 % du PIB. Libellée à 73 % en monnaie locale et à 74 % détenue par des résidents, la structure de la dette ne présente pas de risques importants à ce stade. Par ailleurs, la dette obligataire dispose d'une maturité moyenne longue (3,7 ans au total et 6,7 ans pour les eurobonds) et limite le risque de refinancement à court terme.

## 3. POSITION EXTÉRIEURE

### • Creusement du déficit courant en 2026

En 2025, l'augmentation de l'investissement (cf. Partie 1) a conduit à une hausse des importations de biens d'équipement et à un creusement du déficit courant (-2,1 % du PIB). Une nouvelle dégradation du solde est à prévoir en 2026 (-3,1 % du PIB selon le FMI) en lien avec la poursuite de cette tendance et d'une facture énergétique plus élevée due au choc énergétique provoqué par la guerre en Iran, qui compenserait la dynamique favorable des exportations de phosphate ou encore le tourisme.

A court et moyen terme, les perspectives à l'export s'annoncent positives pour le secteur aérospatial (commandes d'Airbus et de Boeing), les véhicules électriques et l'électronique, en lien avec une intégration

<sup>14</sup> 70 % de la croissance du PIB est portée par quatre régions du nord.

<sup>15</sup> Versement d'une prime d'appui à l'emploi pour les employeurs, ou encore la formation des non diplômés, etc.

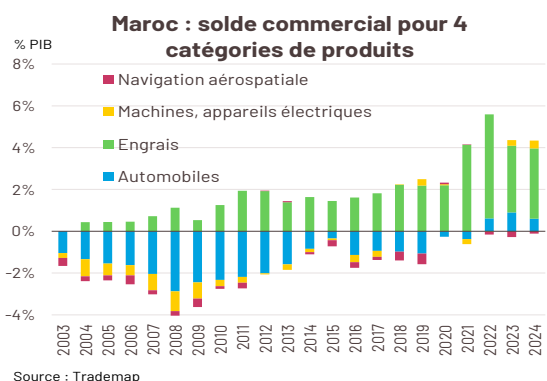
<sup>16</sup> 9,6 Mds € régularisés dans le cadre de cette campagne qui a permis de ramener des revenus dans la sphère formelle.

<sup>17</sup> En 2022, les seules subventions énergétiques avaient augmenté de 3 pts de PIB par rapport à leur niveau moyen.

<sup>18</sup> Ces intérêts correspondent majoritairement à de la dette émise sur le marché locale, pour lequel les taux d'intérêt se sont détendus post baisse des taux par la BAM.



accrue du Maroc dans les phases en amont des CVM. Cela se concrétise par une montée en gamme des exportations et par un redressement du solde commercial pour certains produits clés (cf. graphique).



- **Flexibilisation du Dirham à moyen terme**

Le Maroc comble une majeure partie de ses besoins de financement externes par des flux de capitaux stables (IDE, dépôts, prêts de long terme). Les signatures d'accords avec le FMI et le redressement des exportations depuis 2023 alimentent les réserves de change (+18 %, hors or, en 2025), qui couvriraient 5,6 mois d'importations en 2025.

Pour assurer la stabilité du MAD, arrimé à un panier de devises (60% € / 40 % USD), la BAM se montre vigilante à la conduite de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). Actuellement le différentiel de taux d'intérêt avec la BCE est légèrement positif, soit en faveur des placements au Maroc. Toutefois, en cas de regain d'inflation en zone euro, la BCE pourrait être contrainte à rehausser ses taux directeurs au S2 2026.

Le processus de flexibilisation du régime de change (le MAD n'évolue que de  $\pm 5\%$  par rapport à son panier de devise) pourrait connaître une nouvelle étape en 2027, avec un potentiel élargissement de la bande de fluctuation. La BAM a par ailleurs annoncé qu'elle allait définir une cible d'inflation. La flexibilisation du régime du MAD resterait néanmoins progressive, afin de préserver l'industrie et les PME, qui restent peu préparées et encore vulnérables à la volatilité du MAD.

## 4. ASPECTS POLITIQUES

- **Stabilité politique mais les indicateurs sociaux restent dégradés**

Malgré des améliorations notables ces dernières années (indépendance du pouvoir judiciaire, expansion des pouvoirs parlementaires), les indicateurs de la Banque Mondiale révèlent un état de la gouvernance toujours de faible qualité (corruption surtout).

Plusieurs paramètres liés au risque social se sont dégradés depuis 2020, avec une hausse du coût de la vie et un creusement des inégalités. D'importants mouvements populaires de la jeunesse ont été observés

<sup>19</sup> L'Algérie a fermé son gazoduc Maghreb-Europe, transitant par le Maroc, alors que le Maroc couvrirait 97 % de ses besoins en gaz avec

fin 2025, ce qui a amené le gouvernement à s'engager à augmenter certaines dépenses, en plus du déploiement des programmes d'emploi (cf. Partie 1).

Des élections législatives se tiendront à l'automne 2026. Le Rassemblement National des Indépendants, parti d'orientation centre-droit, devrait maintenir un nombre élevé de sièges à l'Assemblée et former une nouvelle coalition afin d'assurer une continuité dans la conduite politique du pays, en définissant certaines priorités avec le Roi, conformément au principe de monarchie constitutionnelle.

- **Amélioration des relations avec la France**

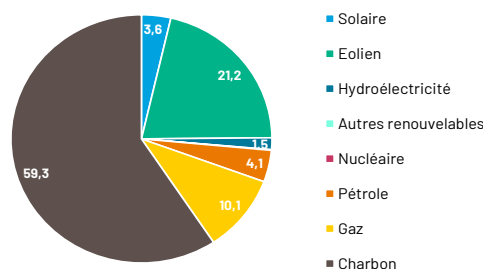
La question de la souveraineté du Maroc sur les provinces du sud (région du Sahara occidental) a pris un nouveau tournant depuis la reconnaissance par plusieurs pays (dont l'Espagne et la France) du plan d'autonomie proposé par le Maroc. En revanche, ce sujet est à l'origine de la rupture des relations diplomatiques avec l'Algérie<sup>19</sup>, qui soutient le Front Polisario, en conflit depuis des décennies avec le gouvernement marocain. Ce conflit constitue une source de risque, notamment sécuritaire (attaques à Es Semara fin 2023).

Le pays entretient de bonnes relations avec les Etats-Unis et les Emirats Arabes Unis, qui investissent fortement dans le pays. La normalisation des relations avec Israël (signature de projets dans le secteur de la défense) reste un sujet délicat vis-à-vis de la population marocaine, qui pourrait alimenter les tensions.

## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Maroc présente un niveau de risque physique « modéré à élevé », avec des fragilités face au changement climatique (stress hydrique, hausse des températures). Pour y faire face, le programme National pour l'Approvisionnement en Eau Potable et Irrigation a été lancé. Selon la Banque Africaine de Développement, 93 Md USD seraient nécessaires d'ici 2030 pour répondre aux défis du changement climatique.

**Maroc : production d'électricité par sources, en % (2024=43,85 TWh)**



Source : Global and European Electricity review (Ember 2025)

Le Maroc dispose de ressources solaires et éoliennes parmi les plus importantes au monde, ce qui lui permet de produire plus de 25 % de son électricité via des sources renouvelables. Ses capacités de production d'électricité sur la base d'ENR représentent près de

l'Algérie. Le Maroc achète désormais le gaz algérien par l'intermédiaire de l'Espagne, toujours desservi par un autre gazoduc.



38 % et le pays vise à les augmenter à hauteur de 52 % d'ici 2030<sup>20</sup>. Par ce biais, le pays ambitionne également de réduire sa dépendance aux importations d'énergie fossile, décarboner ses produits pour gagner en compétitivité à l'export (notamment pour les fertilisants avec le lancement du Mécanisme d'Ajustement Carbone

aux Frontières en UE) et à développer son potentiel dans l'hydrogène vert (5<sup>e</sup> plus grand potentiel dans le monde selon la Banque d'Afrique de Développement et lancement de six projets dans le sud du pays en 2025 pour des investissements de 30 Mds €). Le Maroc a pour objectif la neutralité carbone d'ici 2050.

## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

## Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

<sup>20</sup> Sur une base de 20 % générée par le solaire, 20 % par l'éolien et 12 % l'hydroélectrique.